Le Conseil,

Vu le rapport du 28 février 1996, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

La Communauté urbaine a été amenée à exercer son droit de préemption, à la demande de la commune de Saint Fons, à l'occasion de la vente, à la barre du tribunal de grande instance de Lyon le 26 octobre 1995, de divers biens appartenant à mademoiselle Fabienne Duflot, dans un immeuble en copropriété situé 10, rue Francis de Pressensé à Saint Fons et cadastré sous le numéro 5 de la section AC, à savoir :

- un local à usage commercial de 54,75 mètres carrés au rez-de-chaussée dudit immeuble, avec jouissance privative d'une parcelle de terrain de 14,76 mètres carrés constituant le lot numéro 2 de la copropriété auquel sont attachés les 125/1 000 des parties communes générales ;

- un parking de 11 mètres carrés constituant le lot numéro 19 de la copropriété auquel sont attachés les 5/1 000 des parties communes générales.

La commune de Saint Fons, qui s'est engagée à préfinancer l'achat de ce bien par la Communauté urbaine, le lui rachèterait au prix de 68 000 F admis par les services fiscaux, étant précisé qu'il a été préempté en vue de la réalisation d'un équipement collectif et plus précisément du transfert du local des éducateurs de prévention du conseil général du Rhône, actuellement situé rue Charles Plasse, et qui doit être démoli dans le cadre de l'aménagement de l'îlot des Platanes.

En outre, ladite commune rembourserait à la Communauté urbaine ses frais d'acquisition et de procédure ;

B. Propose d'approuver ce document, de l'autoriser à signer l'acte authentique à intervenir et de fixer l'inscription de la recette ;

Vu la vente à la barre du tribunal de grande instance de Lyon le 26 octobre 1995 ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve ce document.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'acte authentique à intervenir.

3° - Le montant de cette cession fera l'objet d'une inscription en recettes au budget de la Communauté urbaine - sous-chapitre 922-000 - article 210-9 - dossier n° 1 179-95.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,